

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 137

présenté par

M. Hetzel, Mme Blin, M. Juvin, M. Gosselin, M. Breton, M. Brigand, Mme Serre, Mme Genevard,
M. Di Filippo, M. Kamardine, Mme Bonnivard, Mme Dalloz, M. Taite, Mme Bonnet, M. Le Fur,
Mme Corneloup, M. Bazin, M. Ray et M. Dubois

ARTICLE 5

I. – À la première phrase de l'alinéa 6, substituer aux mots :

« aide à mourir consiste »

les mots :

« euthanasie et le suicide assisté consistent ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 7, substituer aux mots :

« aide à mourir est un acte autorisé »

les mots :

« euthanasie et le suicide assisté sont des actes autorisés ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

En employant la terminologie d'aide à mourir, ce projet de loi contrevient à l'objectif constitutionnel d'intelligibilité de la loi.

La loi hollandaise du 12 avril 2001 est relative au « contrôle de l'interruption de la vie sur demande et de l'aide au suicide ». La loi belge du 28 mai 2002 est « relative à l'euthanasie ». Les lois étrangères assument leur choix. La loi espagnole s'intitule Ley Orgánica de regulación de

la eutanasia en España. Au Luxembourg, c'est la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Dans une tribune parue dans l'Obs en avril, 50 professionnels s'insurgent contre le déni des mots : « Notre projet de loi »à la française« a ceci de singulier qu'il va autoriser la pratique du suicide assisté et de l'euthanasie mais sans les nommer Comment avoir encore confiance, quand même les mots internationalement reconnus, sont ici niés ? »

Par ailleurs, suicide assisté et euthanasie sont également écrits noir sur blanc dans les conclusions de la convention citoyenne sur la fin de vie remises en avril 2023, des travaux sur lesquels l'exécutif s'appuie pour défendre le projet de loi.